

**Jean Asselborn, Intervention devant le Comité des ministres du Conseil de l'Europe,  
Strasbourg (11-05-2010)**

Madame la Présidente,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi, Madame la Présidente (chère Mme Calmy-Rey), de vous féliciter pour avoir su, avec vos collaborateurs, donner, pendant la Présidence suisse du Comité des Ministres, une impulsion forte à deux grands dossiers: l'avenir de la Cour et la réforme de notre Organisation.

Il est évident que je souhaite à mon ami Antonio Milososki et à son pays une main heureuse et beaucoup de succès pour la Présidence entrante. Je suis persuadé qu'il assumera une présidence harmonieuse.

La Déclaration et le Plan d'action issus de la Conférence d'Interlaken sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'Homme et l'entrée en vigueur prochaine du Protocole 14 offrent une perspective prometteuse pour que notre système unique de défense et de protection des droits de l'Homme soit à même, à l'avenir, de remplir sa mission de manière effective. Le processus d'Interlaken et son échéancier de mise en œuvre interpelle, à leur niveau de compétence: la Cour, le Comité des Ministres et les Etats membres. Le Luxembourg s'efforcera de répondre au mieux aux attentes formulées dans la Déclaration, - première étape du suivi -, que nous sommes appelés à adopter aujourd'hui.

Réformer le Conseil de l'Europe est absolument nécessaire et hautement urgent. Je rends hommage au dynamisme et à la volonté de changer et d'innover de notre nouveau Secrétaire Général qui, en quelques mois, a déjà réussi à insuffler un vent de renouveau dans l'Organisation et à la sortir des sentiers battus.

Monsieur le Secrétaire Général,

Le Luxembourg appuie pleinement votre nouvelle approche stratégique et sa transcription dès 2011 en un ensemble cohérent de programmes et d'actions prioritaires et prospectives. Vous avez une vision; vous fixez un cap; vous balisez le chemin pour y arriver. Je vous en félicite. La réforme réussira d'autant mieux qu'elle s'accomplira dans l'unité et dans la solidarité de l'effort et du sacrifice auquel Etats membres et personnel doivent contribuer. Je suis confiant qu'à l'issue de la réforme, le Conseil de l'Europe, dont la mission est plus que jamais d'actualité, sera à la fois plus politique et plus efficace. Son empreinte sur les grands dossiers qui constituent aussi ses grands défis, - dont deux figurent d'ailleurs à notre ordre du jour d'aujourd'hui -, en sera plus marquée.

Le rôle joué jusqu'ici par le Conseil de l'Europe, suite au conflit en Géorgie, n'est pas à la hauteur des potentialités ni à la mesure des responsabilités de notre Organisation. Je lance un appel aux deux Etats concernés de cesser de s'enfermer dans la rhétorique conflictuelle du

passé et de contribuer, de manière constructive, à la recherche de solutions d'aide concrète aux populations touchées.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne ouvre de nombreuses portes à l'intensification des relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, à commencer par l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'Homme. Le dossier est complexe, mais les travaux sur un mandat de négociation ont bien avancé au sein de l'UE; je ne peux qu'espérer que ceux-ci constitueront une bonne base pour une adhésion rapide de l'UE à la CEDH.

Qui dit Union européenne, dit euro en séjour de tourmente. Venant directement de Bruxelles, je suis fortement persuadé que l'Union européenne arrivera à stabiliser sa monnaie et à défendre l'euro comme devise internationale, ceci dans l'intérêt d'une économie performante et d'une politique sociale efficiente.

Le récent arrêt de la Cour relatif à certains aspects de l'actuelle Constitution de la Bosnie-Herzégovine constitue une donne nouvelle. Elle érige une demande politique de longue date de la Communauté internationale et du Conseil de l'Europe en une exigence législative de mise en conformité avec la Convention européenne des droits de l'Homme. Cet arrêt devrait devenir le catalyseur d'une réforme en profondeur des institutions de la Bosnie-Herzégovine. J'apprécie que la Présidence nous donne la possibilité d'en débattre dans un cadre informel.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie.